



RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1980 B 00086

Numéro SIREN : 317 866 374

Nom ou dénomination : INTERDATA



Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2013 sous le numéro de dépôt 1743

INTERDATA

Société par actions simplifiée au capital de 530.995 euros
Siège social : 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette
317 866 374 RCS Evry

STATUTS

Mis à jour par l'assemblée générale mixte du 27 décembre 2012
(transformation en société par actions simplifiée)

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 31 janvier 1980. Elle a été transformée en société anonyme par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1982.

Aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 27 décembre 2012, la Société a été transformée en société par actions simplifiée. La Société est régie par les lois et règlements en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiée, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

La Société ne peut procéder à des opérations d'offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 alinéa 1 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société conserve pour objet :

- L'achat, la vente et la fabrication de tout matériel électronique et plus spécialement relevant du domaine de la téléinformatique ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **INTERDATA** ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Evry.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par le Président, qui dispose dans ce cas des pouvoirs pour modifier les statuts, cette décision ne nécessitant pas de ratification par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à soixante-quinze (75) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale mixte du 29 juin 2001, le capital social a été converti en euros, suivant la méthode globale.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent trente mille neuf cent quatre-vingt-quinze euros (530.995 €).

Il est divisé en six mille cent (6.100) actions, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1. Actions de numéraire

En cours de vie sociale, les actions de numéraire sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de la date d'émission desdites actions.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance des associés, quinze (15) jours calendaires au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux légal en matière commerciale.

La Société dispose, pour obtenir le versement de ces sommes, du droit d'exécution et des sanctions prévues par les articles L.228-27 et suivants du Code de commerce.

9.2. Actions d'apport

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ou l'associé unique ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

11.3. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.4. A chaque action est attaché un droit de vote donnant droit à une voix.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est simultanément inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert, à moins que les cessionnaires desdites actions reprennent expressément l'engagement de libération du solde aux termes d'un acte écrit.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.2. Négociabilité

Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions créées sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

12.3. Agrément

- a) Sauf en cas de cession entre associés, tout projet de cession de titres de capital de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (ci-après les « **Titres** »), doit être notifié à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par courrier électronique avec accusé de réception. La notification doit contenir les nom, prénoms, adresse ou les dénomination, forme juridique et siège social du cessionnaire, le nombre des actions à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession envisagée.
- b) Le Président doit décider si la cession projetée est acceptée ou refusée. Cette décision n'a pas à être motivée.

Le Président notifie la décision au cédant dans le délai de trois (3) mois à compter du jour de la notification de sa demande. A défaut de notification effectuée dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis et la cession peut intervenir.

- c) Si le Président n'agrée pas le cessionnaire proposé par le cédant, il est tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs associé (s) ou tiers, soit par la Société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que l'agrément n'a pas été accordé. Toutefois, en cas de désaccord sur le prix de rachat avec le cédant et de mise en place de la procédure prévu au paragraphe d), le délai de rachat des titres du cédant pourra être prorogé par décision du Président.
- d) En cas de désaccord avec le cédant sur le prix de rachat, le Président fera procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code civil et, à cet effet, faire toutes mises en demeure jugées opportunes. Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause sont valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour l'application des alinéas précédents, le Président doit proposer le rachat des actions à chacun des associés.

- e) En cas de pluralité de candidatures d'associés, les actions à racheter sont réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent, à la date de la notification à la Société du projet de cession non agréé et dans la limite de leur demande ; le reliquat, s'il en existe, est affecté aux associés dont les demandes ne sont pas entièrement satisfaites, en respectant le prorata ci-dessus et ainsi de suite jusqu'à affectation totale, l'arrondi étant toujours fait à l'unité inférieure. Le reliquat, s'il en existe un, est ensuite proposé à une ou plusieurs personne(s) choisie(s) par le Président ou racheté par la Société comme précisé ci-dessus.
- f) Sauf application de ce qui est dit infra au sujet des frais et honoraires d'expertise, l'associé cédant peut retirer son offre de vente, à tout moment du délai imparti pour la réalisation effective du rachat de ses actions et, par conséquent, rester définitivement titulaire des actions dont le projet initial de cession n'a pas été agréé.
- g) A défaut de rachat effectif de la totalité des actions concernées dans le délai de trois (3) mois, éventuellement prorogé par le Président, à compter de la notification au cédant de la décision dont il a résulté que l'agrément du projet initial de cession n'a pas été accordé, ce projet est réputé agréé.

- h) Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du cessionnaire, au prorata du nombre d'actions acquises. S'il vient à renoncer à la cession après désignation de l'expert, l'associé cédant supporte la totalité des frais et honoraires d'expertise. Si la défaillance d'une partie ou de la Société vient à provoquer l'agrément tacite du projet initial de cession, le défaillant supporte l'intégralité des frais et honoraires d'expertise.
- i) Les dispositions de l'article 12.3 s'appliqueront à toutes cessions ou mutations à titre gratuit ou onéreux, hors cessions entre associés, sous quelque forme que ce soit, en ce compris, notamment, apport en société, apport partiel d'actif, liquidation, fusion ou scission, ou portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous droits dérivants d'une valeur mobilière ou y donnant droit et, alors même qu'elles auraient eu lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

13.1. Statut du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est nommé, renouvelé et remplacé par l'associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés. La durée du mandat du Président est fixée dans la décision qui le nomme. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

13.3. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés ou, le cas échéant, l'associé unique, trente (30) jours calendaires au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé lors de la consultation de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique. La révocation du Président n'a pas à être motivée.

13.4. Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra limiter les pouvoirs du Président.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Toutefois, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de l'associé unique.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

14.1. Statut du Directeur Général

La collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique peut, sur proposition du Président, nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, pour l'assister dans l'accomplissement de ses fonctions.

14.2. Nomination du Directeur Général

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé et renouvelé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique. La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

14.3. Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir le Président trois (3) mois au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé par décision de ce dernier.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Président, moyennant un préavis fixé par ce dernier qui ne pourra excéder une durée de trois (3) mois. La révocation du Directeur Général n'a pas à être motivée.

14.4. Pouvoirs du Directeur Général

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique pourra décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de

représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour consentir un agrément en application de l'article 12.3 des présents statuts, ni pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du Président en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, LES DIRIGEANTS ET L'UN DE SES ASSOCIES

15.1. Associé unique

Toutes conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) le Directeur Général, (iii) l'un de ses dirigeants, (iv) l'associé unique ou (v) une société contrôlant l'associé unique au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce si ce dernier est une société, doivent faire l'objet d'un rapport du Président sur lequel il sera statué lors de la consultation annuelle de l'associé unique. L'associé unique statue sur ce rapport.

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10, dernier alinéa du Code de commerce, il est fait mention de la délibération au registre des décisions de l'associé unique.

15.2. Pluralité d'associés

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, le Directeur Général, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, si l'associé est une société, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

15.3 Les procédures visées aux articles 15.1 et 15.2 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et ne s'appliquent pas aux différents éléments de rémunération du Président et du Directeur Général, dès lors qu'ils ont été préalablement décidés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

15.3. Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et au Directeur Général.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ASSOCIES

16.1 Compétence des associés

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- (i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- (ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,
- (iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- (iv) transformation de la Société en une autre forme,

- (v) prolongation de la durée de la Société,
- (vi) dissolution de la Société,
- (vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,
- (viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,
- (ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
- (x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,
- (xi) nomination, renouvellement et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
- (xii) nomination et renouvellement du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
- (xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :
 - l'inaliénabilité des actions,
 - l'agrément préalable des Transferts de titres,
 - l'obligation d'un associé de Transférer ses titres,
 - la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,
 - l'augmentation des engagements des associés,
 - au changement de nationalité de la Société,
- (xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le Président et b) de celles décidées par le Président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,
- (xv) toute décision qui serait prévue par la Loi.

En cas de pluralité d'associés, ces décisions sont prises par ces derniers dans les conditions des articles 16.2, 16.3 et 16.4 ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, et le cas échéant du Directeur Général.

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, est averti de toute décision de l'associé unique.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

16.2 Pluralité d'associés

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle), soit par courrier électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés, donné dans un acte.

Le ou les Commissaires aux comptes ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'associés dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-103 du Code de commerce.

16.2.1 Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée, sur convocation de leur Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président et en son absence par un associé désigné par les associés convoqués à l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute autre personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires applicables aux sociétés anonymes.

16.2.2 Consultations écrites

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la ou aux personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

16.2.3 Délibérations par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, le Président de séance établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance indiquant :

- l'identité des associés participant aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- pour chaque résolution, le sens des votes respectifs des associés (adoption, abstention ou rejet).

Le Président de séance en adresse une copie par télécopie ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve des mandats lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est réputée être prise à l'endroit où se trouve le Président de séance.

16.2.4 Courrier électronique

Si le Président l'autorise pour un plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie de courrier électronique (e-mail).

Ce courrier électronique contient le nom, l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi.

Le Président conserve une copie sur support papier du courrier électronique reçu et visible à l'écran de son ordinateur.

Cette copie certifiée conforme est annexée au procès-verbal de la consultation.

Pour que le courrier électronique soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par « oui » ou par « non », soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé est considéré comme s'abstenant. L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la Société de tout incident technique lié à l'envoi du courrier électronique.

16.2.5 Acte sous seing privé

Les associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte.

L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document vaut prise de décision.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en a été nommé, sont tenus informés des projets d'actes emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté leur est adressée sur simple demande.

Cet acte doit contenir : les conditions d'information des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; les nom et prénom et le nombre d'actions de chacun des signataires du document.

Un original de cet acte reste en possession de la Société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des procès-verbaux, en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les nom et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

16.3 Décisions extraordinaires

Il s'agit des décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires.

16.3.1 Quorum

La collectivité des associés, réunie extraordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés ou votant par correspondance ou par courrier électronique, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

16.3.2 Majorité

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité de 50 % des voix des associés présents et représentés plus une action, sauf autres majorités prévues par les présents statuts ou par les dispositions du Code de commerce.

16.4 Décisions ordinaires

Il s'agit de toutes les décisions autres que celles emportant adoption ou modification des clauses statutaires et notamment les décisions concernant les Commissaires aux comptes ou l'approbation des comptes et la distribution des bénéfices.

16.4.1 Quorum

La collectivité des associés, réunie ordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par courrier électronique, possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

16.4.2 Majorité

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité de 50 % des voix des associés présents et représentés plus une action.

16.5 Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, doit être invité à participer à toute réunion de la collectivité des associés, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même des représentants du personnel ou délégués du Comité d'Entreprise ; les demandes d'inscription de projets de résolutions adressées le cas échéant par le Commissaire aux comptes obéissent au régime prévu pour les demandes d'inscription formulées par le Comité d'Entreprise.

ARTICLE 17 - PROCES-VERBAUX

Les décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ces feuilles ou ces registres sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, la date de délibération, le nom du Président de séance, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet) et le cas échéant les mentions visées à l'article 16 ci-avant.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 19 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés doit statuer sur les comptes annuels au moins une fois par an.

ARTICLE 20 - RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 21 - CONTROLE DES COMPTES

Lorsque la Loi l'y oblige, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés, appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social suivant leur nomination.

ARTICLE 22 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

En ce qui concerne les demandes d'inscriptions, émanant du Comité d'entreprise, des projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées, le Président en accusera réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par un moyen de télécommunication, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur date de réception.

Ces projets de résolutions seront inscrits à l'ordre du jour et soumis à la collectivité des associés ou à l'associé unique.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

23.1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

23.2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Du point de vue juridique, la transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

23.3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

23.4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

ARTICLE 25- FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge de la Société.

80 B 86



Le : - 6 FEV. 2013

Numéro : A 1743

INTERDATA
Société anonyme au capital de 530.995 euros
Siège social : 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette
317 866 374 RCS Evry

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 27 DECEMBRE 2012**

L'an deux mille douze,

Le 27 décembre,

A dix heures,

Au siège social,

Les actionnaires de la société INTERDATA, société anonyme au capital de 530.995 euros, dont le siège social est situé 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Evry sous le numéro 317 866 374 (la « *Société* »), se sont réunis en assemblée générale mixte au siège de la Société, sur convocation régulière du Conseil d'administration.

Les membres de l'assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

Monsieur Pierre Baelen préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

La société PEDRENA ENTERPRISES B.V., représentée par Monsieur Thierry Poulain et la société Holding Baelen Gaillard, représentée par son Directeur Général Monsieur François de Gaillard, les deux actionnaires présents et acceptants représentant le plus grand nombre d'actions et de voix, assument les fonctions de Scrutateurs.

Monsieur Thierry Poulain assume les fonctions de Secrétaire.

Monsieur Partick Vicens représentant la société FCN, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Madame Luce Blanchard et Monsieur Rudy Haemmerlin, membres délégués du Comité d'entreprise régulièrement convoqués par Monsieur Pierre Baelen, sont absents et excusés.

La feuille de présence, arrêtée et certifiée exacte par le bureau ainsi constitué, constate que tous les actionnaires sont présents ou représentés. En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- une copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes titulaire ainsi que l'accusé de réception,
- une copie des lettres de convocation des membres délégués du Comité d'entreprise ainsi que les accusés de réception,
- une copie de l'avis du Comité d'entreprise sur l'opération de transformation,
- la feuille de présence,

- un exemplaire des statuts de la Société.

Il dépose également les documents suivants, qui vont être soumis à l'assemblée :

- le rapport du Conseil d'administration,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L.225-244 alinéa 1 du Code de commerce,
- le texte du projet de résolutions,
- le projet de statuts de la Société sous la forme de société par actions simplifiée.

Le Président déclare que tous les documents devant, d'après la législation en vigueur, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social quinze jours avant la date de l'assemblée générale et que la Société a satisfait, dans les délais légaux, aux demandes d'envoi de documents dont elle a été saisie.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que la présente assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre extraordinaire

- *Lecture du rapport du Conseil d'administration,*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L.225-244 alinéa 1 du Code de commerce,*
- *Transformation de la Société en société par actions simplifiée,*
- *Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme,*

A titre ordinaire

- *Nomination de la société Holding Baelen Gaillard en qualité de Président de la Société sous sa nouvelle forme et fixation de sa rémunération,*
- *Nomination de Monsieur Thierry Poulain en qualité de Directeur Général de la Société sous sa nouvelle forme, fixation de ses pouvoirs et de sa rémunération,*
- *Confirmation des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant dans leurs fonctions,*
- *Dispositions relatives aux comptes sociaux,*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

Puis, il donne lecture du rapport du Conseil d'administration.

Lecture est ensuite donnée du rapport du Commissaire aux comptes aux termes duquel celui-ci atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

A TITRE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

(Transformation de la Société en société par actions simplifiée)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes, et après avoir constaté que les conditions préalables ont été réunies et que tous

les actionnaires sont présents ou représentés,

Décide, en application des dispositions des articles L.225-243 et L.227-3 du Code de commerce, de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle. La durée de la Société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés. Son capital reste fixé à la somme de 530.995 euros, divisé en 6.100 actions de 87,048 euros chacune, entièrement libérées. Les mandats des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant sont maintenus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

(Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme)

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée, l'assemblée générale, statuant à l'unanimité,

Adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

L'assemblée générale constate que la dénomination de la Société ne changera pas mais qu'elle sera désormais précédée ou suivie, conformément à l'article L.224-1 du Code de commerce, des mots « société par actions simplifiée ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A TITRE ORDINAIRE

TROISIEME RESOLUTION

(Nomination de la société Holding Baelen Gaillard en qualité de nouveau Président de la Société sous sa nouvelle forme et fixation de sa rémunération)

L'assemblée générale décide de nommer :

La société HOLDING BAELEN GAILLARD,
Société par actions simplifiée au capital de 8.098.090 €,
Dont le siège social est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris,
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 484 158 779,

en qualité de Président de la Société pour une durée indéterminée.

Le Président est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans les limites de l'objet social.

Dans les rapports entre associés, le Président agira dans les limites fixées par les statuts de la Société.

L'assemblée générale décide de fixer la rémunération de la société HOLDING BAELEN GAILLARD au titre de ses fonctions de Président à la somme de 130.000 euros H.T. par an, jusqu'à décision contraire des associés. Cette rémunération sera payable trimestriellement et *pro rata temporis* pour le trimestre en cours.

Monsieur Pierre Baelen, président de la société Holding Baelen Gaillard, déclare pour le compte de cette dernière qu'elle accepte les fonctions qui viennent de lui être confiées et qu'elle satisfait à toutes les conditions requises par la Loi, les règlements en vigueur et les statuts de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

(Nomination de Monsieur Thierry Poulain en qualité de Directeur Général de la Société sous sa nouvelle forme et fixation de sa rémunération)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et sur proposition du Président,

Décide de nommer en qualité de Directeur Général, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée :

Monsieur Thierry Poulain,
Né le 10 avril 1961 à Pantin (93500),
De nationalité française,
Demeurant 24 avenue du Nord - 94100 Saint Maur des Fossés.

Décide que le contrat de travail dont bénéficie Monsieur Thierry Poulain au titre de ses fonctions techniques de Directeur des ventes position II de la Société, sera maintenu dans tous ses effets, et notamment de subordination et de rémunération.

Décide que Monsieur Thierry Poulain, en sa qualité de Directeur Général, sera investi des mêmes pouvoirs que le Président et notamment du pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers.

Décide Néanmoins, à titre de mesure d'ordre interne non opposable aux tiers et conformément à l'article 14.4 des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, que le Directeur Général devra être préalablement autorisé par le Président pour :

- l'adoption du budget annuel,
- toute fusion, émission de nouveaux titres ou toute opération sur le capital,
- l'admission des titres de la société sur un marché réglementé ou régulé,
- l'achat, la vente, l'échange, la location ou la prise à bail de tous immeubles ou fonds de commerce non prévu au budget annuel à partir de 100.000 euros par an,
- toute cession ou prise de participation dans toute société ou entreprise, non prévue dans le budget annuel,
- toute création, fermeture, cession totale ou partielle de filiales ou succursales,
- tout engagement bancaire (emprunts, avals, cautions et garanties notamment) non prévu au budget annuel à partir de 100.000 euros,
- toute sûreté accordée sur des actifs de la société non prévue au budget annuel à partir de 100.000 euros par an,
- l'acquisition ou la cession d'actifs d'un montant supérieur à 75.000 euros non prévue au budget annuel,
- toute dépense de communication, publicité, représentation, d'un montant supérieur à 50.000 euros,
- toute dépense en honoraires de conseil (hors avocats, comptables et Commissaires aux comptes) d'un montant supérieur à 20.000 euros,
- toute embauche et tout licenciement d'un cadre placé sous sa subordination directe (que cette subordination soit mentionnée dans le contrat de travail du cadre ou non)
- toute signature d'un contrat d'agent commercial prévoyant une rémunération annuelle supérieure à 70.000 euros,
- toute signature d'un contrat avec la Société (directement ou indirectement),

- toute décision d'augmentation de salaire des cadres placés sous sa subordination directe, dont J.M. Odet (que cette subordination soit mentionnée dans le contrat de travail du cadre ou non)
- toute décision d'octroyer tout type de bonus, primes ou autres avantages pécuniaires ou en nature au profit des cadres placés sous sa subordination directe dont J.M. Odet, d'un montant supérieur à un mois de salaire du cadre considéré (que cette subordination soit mentionnée dans le contrat de travail du cadre ou non).

Au titre de l'exercice de ses fonctions de Directeur Général, Monsieur Thierry Poulain ne percevra aucune rémunération. En revanche, il pourra prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Monsieur Thierry Poulain bénéficie par ailleurs d'un contrat de travail conclu avec la Société, pour ses fonctions techniques de directeur des ventes position II. Ce contrat de travail serait maintenu dans tous ses effets, et notamment de subordination et de rémunération.

Monsieur Thierry Poulain déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements en vigueur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

(Confirmation des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant dans leurs fonctions)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et pris acte du fait que la Société sous sa nouvelle forme demeure soumise au contrôle d'un Commissaire aux comptes, dans la mesure où elle est contrôlée par une société au sens de l'article L.233-16 II du Code de commerce,

Prend acte du maintien des mandats de Commissaire aux comptes titulaire de la société FCN et de Commissaire aux comptes suppléant de la société FCF, nonobstant la transformation de la Société en société par actions simplifiée, leurs fonctions devant expirer à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à délibérer en 2015 sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

(Dispositions relatives aux comptes sociaux)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos le 31 décembre 2012, n'a pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de société par actions simplifiée. Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées, étant précisé que le Conseil devra rendre compte de sa gestion jusqu'à ce jour à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice actuellement en cours.

L'assemblée générale statuera sur lesdits comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées. Elle statuera également sur le quitus à accorder aux administrateurs de la Société sous son ancienne forme. Les bénéfices de l'exercice clos le 31 décembre 2012 seront affectés et répartis suivant les dispositions des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

(Constatation de la réalisation définitive de la transformation de la Société en société par actions simplifiée)

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

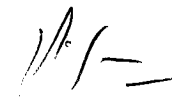
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 heures 50.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.



Pedrena Enterprises B.V.
Actionnaire
Représentée par Thierry Poulain



Pierre Baelen
Actionnaire
Président du Conseil d'administration



Holding Baelen Gaillard¹
Actionnaire
Représentée par son directeur général
François de Gaillard



Thierry Poulain²
Actionnaire

Enregistré à : **POLE D'ENREGISTREMENT DE PALAISEAU**

Le 29/01/2013 Bordereau n°2013/85 Case n°15

Enregistrement : 125 €

Pénalités : 13 €

Total liquidé : cent trente-huit euros

Montant reçu : cent trente-huit euros

L'Agent des impôts

Franck OUDARD
Agent Administratif
des Finances Publiques

¹ Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de Président »

² Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »



Identifiant séparateur 178015136406

Type de document Actes et statuts

Dénomination SAS INTERDATA

N° Identification **317866374**

N° de gestion **1980B00086**

Dépôt N° **1743**

Dépôt du 06/02/2013

Acte N° 2 / 2

Acte du 27/12/2012

Nature de l'acte **Statuts mis à jour**

Description

Séparateur généré par 16 - Mlle GIORGIO Antoinette

Ajout du tampon Oui

Centralisation Oui

Dépôt coffre-fort Non

Traitement d'OCR Non

Séparateur Geide édité le 06/02/2013 17:01:29